

CONVENTION

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public De la commune de Vern-sur-Seiche Au profit de XXXXXXXXXXXXX

Entre,

La commune de Vern-sur-Seiche,

Sise 22, rue de Chateaubriant, 35770 VERN-SUR-SEICHE,

Représentée par son maire, Stéphane LABBÉ, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°2020-06-036 en date du 8 juin 2020 et de l'article L.2122-22 du Code général des Collectivités Territoriales,

Ci-après dénommée « la Commune »,

D'une part,

Et,

Dénomination

Sis en son siège, adresse

Représenté par qualité, nom, prénom, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de XXX sous le numéro XXXX

Ci-après dénommé « l'Occupant »,

D'autre part,

Etant préalablement exposé que :

La commune est pourvue d'une base de loisirs sur le site de la Vallée de la Seiche avec une base kayak, une plage aux abords d'un plan d'eau et un parcours sportif dans un cadre verdoyant et naturel à quelques minutes à pied du centre-bourg. Actuellement, un pic de fréquentation à 400 personnes/jour est identifié uniquement pour la plage en période estivale et une centaine de personnes par jour profite de la base kayak.

La commune a pour objectif de dynamiser cette base de loisirs. Pour ce faire, un projet de guinguette est souhaité sur la parcelle AO87, propriété communale.

Il est souhaité que ce lieu devienne un lieu de vie convivial et intergénérationnel qui participe pleinement à la vie de la base de loisirs en période estivale. Pour y parvenir, plusieurs services sont attendus : buvette, snacking, événementiel en extérieur (concerts en soirée, activités familiales en journée, divertissements).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La Commune met disposition de l'Occupant, qui l'accepte, le terrain décrit à l'article 3 de la présente convention, celle-ci appartenant à son domaine public, ci-après dénommée « la parcelle ».

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'occupation administratives, techniques et financières par lesquelles la Commune autorise l'Occupant à disposer de la parcelle ci-après déterminée et à l'utiliser à ses risques exclusifs.

Article 2. Domanialité

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

A ce titre, l'autorisation d'occupation consentie présente un caractère précaire et révocable.

En conséquence, l'Occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien sur la parcelle et à quelqu'autre droit.

La présente convention ne confère aucun droit réel à l'Occupant.

Article 3. Description de la parcelle

La parcelle, objet de la présente occupation, est désigné comme suit :

- Commune : Vern-sur-Seiche
- Adresse : Chemin de Seiche
- Surface globale d'occupation : environ 6000 m²

La parcelle est aménagée par la Commune avec les équipements suivants :

- Viabilisation de la parcelle avec mise à disposition d'une borne marché ;
- Empierrement d'une surface destinée au stationnement d'une cinquantaine de véhicules légers.

Un parking à usage partagé est situé à proximité de la base kayak, à l'Ouest de la parcelle, pouvant contenir environ 200 véhicules légers.

Un bloc sanitaire à proximité du bâtiment de la base Kayak est mis à disposition du public.

Les livraisons se feront par l'accès Nord de la parcelle.

Un plan détaillé, des images du projet et le recueil des caractéristiques techniques de l'équipement sont annexés aux présentes.

Article 4. Finalité de l'occupation

La parcelle est mise à disposition à usage exclusif de l'Occupant à destination spécifique d'une activité de guinguette conformément aux modalités formulées lors de la procédure de l'appel à projets.

Il importe que la guinguette participe pleinement à la vie de la base de loisirs, tel qu'évoqué en préambule de la présente convention. Ainsi, l'Occupant devra proposer un projet de restauration conforme à l'esprit du site, destiné à un ensemble de publics larges et diversifiés susceptibles de fréquenter le site tel que présenté dans sa proposition.

[A compléter, compte tenu de l'offre du candidat formulée lors de l'appel à projets]

La Commune sera attentive à ce que l'accueil de l'utilisateur et le service soient irréprochables et que les collaborations diverses envisagées, tant avec les autres activités du site qu'avec les fournisseurs notamment locaux, soient exemplaires et conformes aux propositions formulées lors de la remise de l'appel à projets.

L'autorisation donnée à l'Occupant d'exercer les activités susvisées n'implique, de la part de la Commune, aucune garantie de l'obtention d'autres autorisations nécessaires à quelque titre que ce soit, ni aucune diligence à cet égard.

En conséquence, l'Occupant fera son affaire personnelle de l'obtention à ses frais, risques et périls, de toutes les autorisations nécessaires et avis conforme pour l'exercice de son activité, qu'elles soient prescrites par les lois et règlements, ou par ses propres obligations contractuelles. Il déclare vouloir faire son affaire personnelle de ces formalités et autorisations de manière à ce que la Commune ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

La Commune pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation de la parcelle. Les pièces justificatives de toutes autorisations nécessaires seront fournies à la Commune dès première demande.

Article 5. Etendue de l'occupation

L'Occupant s'engage à occuper la parcelle raisonnablement, selon les règles du Code Civil.

L'Occupant s'oblige à recevoir la parcelle en l'état et sans réserve, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Commune pour tous vices apparents ou cachés et sans pouvoir exiger par la suite aucune indemnité ni réduction de loyer pour quelque cause que ce soit.

Il déclare à cet égard bien connaître les lieux loués pour les avoir visités préalablement aux présentes.

Article 6. Durée de la convention

La présente convention d'occupation du domaine public est conclue à titre précaire et révocable pour une durée de **NEUF (9)** ans à compter du **XX/XX/XXXX**. Une période d'essai d'une saison estivale est prévue.

Elle prendra fin de plein droit à la date du **XX/XX/XXXX**, sans qu'il soit nécessaire de donner congé.

La convention pourra également prendre fin dans les cas stipulés à l'article 22 de la présente.

La présente convention est exclue du champ d'application de l'article L.145-1 du Code du Commerce. L'Occupant ne pourra donc revendiquer les dispositions de ce texte pour solliciter le renouvellement de la convention.

Article 7. Etat des lieux

Voir Annexe 1

Article 8. Caractère personnel de l'occupation

La présente convention est accordée à titre strictement personnel. Toute cession partielle ou totale de la présente convention par l'Occupant, sous quelque modalité que ce soit, est strictement interdite.

L'Occupant ne pourra, dans aucun cas et sous aucun prétexte, sous-louer en tout ou partie la parcelle louée, ni en concéder gratuitement la jouissance à un tiers, sans le consentement exprès et écrit de la Commune.

En cas de sous-location autorisée, elle sera portée par l'Occupant à ses risques et périls. L'Occupant demeurera seul redevable du paiement de l'intégralité du loyer à l'égard de la Commune et seul responsable de l'exécution des charges et conditions de la présente convention.

Le non-respect de cet article entraînera la résiliation immédiate et sans indemnisation de la présente convention.

Article 9. Horaires

L'Occupant s'engage à ouvrir la guinguette au public tous les jours sur la période estivale, et plus particulièrement, à respecter les horaires indiqués dans sa proposition à savoir :

XXXXXX

Le planning d'ouverture au public consolidé est proposé par l'Occupant à la Commune avant la signature de ladite convention et joint en annexe.

Les horaires seront uniquement modifiables, au cours de l'exploitation, après accord de la Commune.

Des ouvertures exceptionnelles complémentaires aux horaires définis au présent article seront également possibles, après accord de la Commune.

Article 10. Travaux, aménagements et entretien

Travaux et aménagements en lien avec la finalité de l'occupation

L'Occupant fera son affaire personnelle et exclusive de tous travaux, aménagements et installations identifiés lors de la procédure de l'appel à projets, ainsi que les mises aux normes, qu'elle qu'en soit la nature, qui seraient imposées par les autorités administratives, les lois et les règlements, en raison de ses activités présentes ou futures.

L'Occupant prend à sa charge les aménagements et installations suivants, identifiés lors de la procédure d'appel à projets :

- XXX
- XXX
- XXX

Les aménagements et installations choisis feront l'objet d'une validation préalable de la Commune avant signature de la présente convention.

L'Occupant s'engage à supporter seul toutes les conséquences pécuniaires ou autres susceptibles d'en résulter et ne pourra prétendre à aucun remboursement ni indemnité de la part de la Commune.

L'Occupant portera à sa charge les travaux de distribution électrique, d'assainissement et de distribution d'eau sur la base du plan d'aménagement fourni par la Commune.

L'Occupant devra prévoir un bac dégraisseur avant tout rejet dans les réseaux d'évacuation (avec contrat d'entretien à sa charge). Il devra également se conformer aux règlements sanitaires métropolitains concernant le rejet dans les réseaux. Un accord écrit de la Commune devra être obtenu avant la réalisation des travaux.

A titre d'information, le gaz ne sera pas disponible.

Travaux réalisés par la Commune

La Commune est tenue de mettre à disposition une borne marché en limite de la parcelle pour faciliter l'accès aux réseaux des concessionnaires à l'Occupant.

Un empiérement pour le parking au Nord de la parcelle est également à charge de la Commune.

Article 11. Signalétique et communication

Le nom commercial du lieu proposé par l'Occupant lors de la remise de l'appel à projets est XXXX.

Toute modification du nom par l'Occupant devra faire l'objet d'une validation préalable de la Commune.

La Commune est couverte par un règlement local de publicité intercommunal. Si l'Occupant souhaite installer de la signalétique indiquant son enseigne et/ou son activité commerciale, une autorisation auprès du service urbanisme devra être obtenue.

L'Occupant s'engage à acquitter toutes taxes pouvant être dues à ce sujet.

L'installation de la signalétique souhaitée par l'Occupant, sera faite exclusivement à ses frais. Celle-ci devra être maintenue en parfait état. L'Occupant est le seul responsable des accidents que la pose ou l'existence de la signalétique pourrait occasionner.

Les communications « publicitaires » à l'effigie de marques ou de partenaires de la guinguette devront être limitées.

Article 12. Télécommunications

L'Occupant sera autonome dans la gestion de ses réseaux et abonnements. L'installation d'une ou plusieurs lignes téléphoniques selon ses besoins sera à ses frais exclusifs.

Tout projet de sonorisation exceptionnel installé pour un événement particulier devra faire l'objet d'une validation préalable de la Commune.

Article 13. Débit de boisson

Conformément aux articles L. 3332-1, L. 3332-1-1, L. 3332-2, L. 3332-3, L. 3332-4 et L. 3332-4-1 du Code de la Santé publique, le titulaire s'engage à déclarer l'exploitation du débit par écrit auprès de la Commune, QUINZE (15) jours avant l'ouverture du bien mis à disposition et à fournir une copie du récépissé remis par la Commune, dans les plus brefs délais, et en tout état de cause, avant le début de son exploitation du débit de boissons.

Le débit de boissons de la guinguette est limité à la licence III.

Il appartient à l'Occupant de faire exécuter correctement la réglementation en vigueur à ses employés.

Article 14. Hygiène, propreté, environnement

Gestion des déchets

La gestion des déchets provenant de l'activité est à la charge de l'Occupant. L'Occupant veillera particulièrement à ce que les lieux et les alentours soient maintenus toujours propres.

Les déchets doivent être triés et jetés dans les containers prévus à cet effet. Les poubelles doivent être vidées régulièrement et au minimum tous les jours. Aucun dépôt (bouteilles, caisses, etc.) ne devra séjourner à proximité de la parcelle, ni pendant les heures d'ouverture du restaurant, ni après sa fermeture.

L'Occupant bénéficiera de containers sur le parking de la base kayak.

Il fera son affaire des déchets spécifiques (huiles, déchets spéciaux...) et en organisera le traitement et le retrait.

L'Occupant devra se conformer aux règlements des ordures ménagères de Rennes Métropole.

L'Occupant ne pourra porter atteinte à la salubrité, à la tranquillité et à l'hygiène publiques, sous peine de résiliation immédiate de la Convention.

La Commune pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier la bonne application du présent article.

Responsabilité sociétale et environnementale

L'Occupant veillera à minimiser ses déchets au maximum et à mettre en place des actions permettant la lutte contre le gaspillage alimentaire, tel que mentionné lors de l'appel à projets.

Comme envisagé lors de la remise de sa candidature, l'Occupant proposera notamment XXX.

Article 15. Sécurité

L'Occupant devra faire son affaire personnelle de la garde et de la surveillance de la parcelle de manière que la Commune ne puisse jamais être inquiétée ni recherchée à ce sujet.

Ainsi, l'Occupant sera autonome dans l'ouverture et la fermeture de l'équipement. Il assurera la sécurité de la guinguette, des biens et des personnes présentes.

Il devra également veiller à la mise en sécurité de l'équipement à son départ.

L'Occupant s'engage à ne constituer sur la parcelle aucun dépôt de matières inflammables, explosives ou malodorantes, et faire en sorte que l'utilisation de la parcelle ne puisse être une gêne quelconque pour les voisins.

Commission de sécurité

L'Occupant sera tenu de suivre l'avis de la commission de sécurité et de tenir à jour un registre spécifique au lieu loué.

Ce registre sera tenu à la disposition de la commission de sécurité et de la Commune sur simple demande, et devra comporter les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier :

- L'état du personnel chargé du service incendie ;

- Les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. Les consignes de sécurité et d'évacuations doivent être affichées ;
- Les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu (y compris cahier de suivi du fonctionnement du Système de Sécurité Incendie) ;
- Les interventions des entreprises sur les installations liées à la sécurité avec la date, l'heure, l'objet et le résultat de leur intervention.

Les plans de l'établissement, les renseignements de détail, les procès-verbaux et rapports de vérifications périodiques ainsi que les contrats d'entretien des installations de sécurité sont tenus en permanence à la disposition de la Commune.

La Commune organisera le passage de la commission de sécurité et d'accessibilité, selon la périodicité réglementaire en vigueur, et en assurera la visite, en lien avec l'Occupant. La préparation de cette visite se fera en totale collaboration entre les deux Parties.

L'Occupant informera également, sans délai et par écrit, de toute situation nécessitant une réunion d'urgence de cette commission.

L'Occupant devra apporter les modifications nécessaires pour lever toute remarque de la commission dans le délai imparti par celle-ci.

L'Occupant prendra à sa charge l'organisation et les frais du bureau de contrôle pour les équipements de la cuisine.

Article 16. Personnel

L'Occupant devra vérifier que tout intervenant (pour son compte) possède les qualifications professionnelles et assurances requises et le justifier à la première demande de la Commune.

Le personnel employé par l'Occupant devra être en situation régulière au regard de la loi et notamment du Code du Travail.

Le personnel employé par l'Occupant devra être en nombre suffisant au regard des activités et de leur nature, conformément aux propositions formulées lors de la remise de l'appel à projets.

Toute modification de cette structure humaine devra faire l'objet d'une information préalable auprès de la Commune par l'Occupant.

L'Occupant fournira à son personnel tous les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires, que le personnel devra obligatoirement porter.

En cas de constat par la Commune du non-respect de l'une de ces clauses, il y aura nullité immédiate de la présente convention, et ce, sans indemnisation de quelque nature que ce soit.

Article 17. Responsabilités, Assurance, Recours

L'occupant fera son affaire personnelle des autorisations diverses nécessaires à l'organisation de son activité.

Responsabilité civile et professionnelle

L'Occupant souscrira une police d'assurance permettant de garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et ce de manière à ce que la Commune ne soit ni inquiétée ni recherchée à ce sujet.

L'Occupant sera tenu responsable de tous les dommages, incidents et accidents inhérents tant à la mise à disposition qu'à l'utilisation qu'il fait de la parcelle mise à disposition.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuels pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, de son personnel, de ses fournisseurs, de ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver sur le site, objets de la présente, ainsi qu'à leurs biens.

Recours

L'Occupant ne pourra exercer aucun recours contre la Commune en cas d'interruption ou réduction des services de l'eau, d'électricité.

L'Occupant et ses assureurs devront également renoncer aux recours, pour quelque cause que ce soit contre la Commune et ses assureurs.

Attestations d'assurances

L'Occupant transmet à la Commune le jour de la prise de possession de la parcelle, les attestations de police d'assurances correspondantes précisant les risques couverts, la durée des garanties, le montant de franchise, la renonciation à recours, les principales exclusions et les limites contractuelles d'indemnisation.

Cette attestation devra être transmise annuellement à la Commune avant **le 31 décembre.**

A confirmer en fonction de la date d'entrée dans les lieux

Pendant toute la durée du contrat, les garanties et montants de garanties seront en rapport avec l'utilisation qui est faite de la parcelle mise à disposition, étant précisé que l'étendue de ces garanties ou le montant de ces assurances souscrit par l'Occupant ne sont pas opposables à la Commune.

La présentation de ces attestations d'assurance ainsi que des garanties effectivement souscrites ne modifie en rien l'étendue des charges et responsabilités qui incombent à l'Occupant au titre de la présente convention.

Cette communication n'engage en rien la responsabilité de la Commune pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avéreraient insuffisants.

Article 18. Obligations financières

Montant de la redevance et modalités de versement

Au titre de la présente Convention, l'Occupant s'acquittera du versement d'une redevance.

La redevance sera payable par l'Occupant, mensuellement, avant le 30 du mois précédent.

La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel hors taxe et hors charge de **XXXXX EUROS (XXXXX), soit XXXXX EUROS HORS TAXES (XXXX)** par mois.

Le premier mois de loyer est payé par l'Occupant dès la signature de la présente convention. Si cette dernière a lieu au cours du mois, le montant du loyer mensuel sera calculé au prorata du nombre de jours restant.

Indexation du loyer

Le loyer ci-dessus fixé sera soumis à indexation annuelle qui ne pourra, en aucun cas, être confondue avec la révision légale des loyers.

Il sera donc réajusté chaque année en fonction de l'évolution de l'Indice des Loyers Commerciaux (ILC) publié trimestriellement par l'Institut de la Statistique des Etudes Economiques.

Cette indexation s'effectuera de plein droit, sans formalité préalable, à l'initiative de la Commune, au **31 décembre** de chaque année, sur la base de l'indice trimestriel publié au 3^{ème} trimestre de l'année. L'indexation annuelle s'applique à la hausse comme à la baisse.

Dépôt de garantie

Sans objet

Taxe sur la valeur ajoutée

Conformément à l'article 260 du code général des impôts et aux articles 193 à 195 de l'annexe II dudit code, la Commune déclare opter pour l'assujettissement de la présente convention à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le loyer ci-dessus convenu étant fixé hors taxe, l'Occupant s'engage, en conséquence, à acquitter entre les mains de la Commune et en sus dudit loyer, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ou toute autre taxe nouvelle, complémentaire ou de substitution, au taux légalement en vigueur au jour de chaque règlement.

En cas de modification du régime fiscal au cours de la convention, toute taxe nouvelle ou de remplacement de la taxe sur la valeur ajoutée, récupérable ou non, devra être supportée par l'Occupant, en augmentation du loyer.

Charges locatives, impôts et redevances

L'Occupant devra s'acquitter pendant la durée de la convention des charges locatives, impôts, taxes et redevances qui lui incombent personnellement, de manière à ce que la Commune ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

Ainsi, l'Occupant devra régler directement aux fournisseurs les dépenses liées aux charges d'électricité propres à son activité, y compris la location du compteur, ainsi que les charges de télécommunications (téléphone, internet, etc.).

L'Occupant remboursera à la Commune les charges d'eau propres au bien loué, acquittées par la Commune (un sous- compteur d'eau sera installé), ainsi que la taxe foncière afférente aux Locaux loués, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, les taxes additionnelles à la taxe foncière, ainsi que les impôts, taxes et redevances liés à l'usage de la parcelle ou à un service dont l'Occupant bénéficie directement ou indirectement.

Si, au cours de la présente convention, les impôts et taxes incombant personnellement à l'Occupant sont supprimés en tout ou partie et remplacés par des impôts et taxes mis à la charge de la Commune, l'Occupant devra verser annuellement à la Commune, au besoin à titre d'indemnité ou de complément de loyer, une somme égale à celle que cette dernière aura dû acquitter en lieu et place de l'Occupant.

L'Occupant supportera, sans recours possible contre la Commune, les conséquences de toutes contraventions et infractions qui pourraient être constatées.

Modalités de remboursement à la Commune

*Le remboursement des charges à la Commune sera payable annuellement par l'Occupant, au **31 octobre** de l'année N, sur la base des consommations réelles de l'année N-1. (**A confirmer en fonction de la date d'entrée dans les lieux**)*

La Commune doit par ailleurs communiquer à l'Occupant, à sa demande, tout document justifiant le montant des charges, impôts, taxes et redevances imputés à ce dernier.

L'Occupant s'oblige à s'acquitter de tous impôts et taxes éventuellement exigibles de par la mise en œuvre de la présente convention, autres que celles précédemment mentionnées.

Article 19. Informations relatives à l'activité

L'Occupant rédigera chaque année un bilan de l'activité, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1, qu'il communiquera à la Commune au plus tard le 31 mai de l'année N. Il détaillera :

La présentation de l'activité :

- Contexte de l'activité et détail de son offre ;
- Données chiffrées : fréquentation détaillée, nombre de repas servis, événements réalisés, etc. ;
- Les conditions d'exécution du service et éléments d'actualité ;
- Une analyse de la qualité du service et des points d'amélioration ;
- Les difficultés et incidents rencontrés ;
- Le nombre d'ETP ainsi que la structure humaine ;
- Les consommations de fluides ;
- Les investissements, effectués et envisagés ;
- Les perspectives de l'année suivante.

Les données comptables :

- Compte annuel de résultat retraçant la totalité des produits et des charges (« compte rendu financier » (CRF)) ;
- Compte d'exploitation prévisionnel jusqu'à la fin du contrat, année par année ;
- Compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service, comportant la description des biens et le programme d'investissement ;
- Etat du suivi du renouvellement des biens et immobilisations à la charge de l'Occupant et nécessaires à l'exploitation du service ;
- Engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel.

Les données chiffrées de l'année concernée (données comptables, fréquentation, nombre de repas servis, nombre d'évènement réalisé, consommation des fluides, nombre d'ETP, etc.) seront comparées avec les données des années antérieures, sur toute la durée de la convention.

A l'appui de ce bilan, l'Occupant remettra à la Commune les éléments nécessaires à sa bonne lecture et à la vérification des informations.

Concernant la première année d'activité, le bilan d'activité annuel présentera l'activité à compter de la prise d'effet de l'autorisation d'occupation, à savoir du **XX juin 2024 au 31 décembre 2024**.

Article 20. Autres obligations de l'Occupant

L'Occupant devra jouir de la parcelle présentement louée de manière raisonnable et en bon commerçant.

Pendant l'hiver, l'Occupant prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter toutes dégradations aux installations d'eau et d'électricité sous peine d'être rendu responsable, sans recours contre la Commune, des dégâts et indemnités qui en résulteraient.

L'Occupant veillera au respect de tous règlements de ville, de police et de voirie.

L'Occupant s'engage à signaler immédiatement à la Commune toute dégradation pouvant se produire et informer également immédiatement les services compétents de la Commune de tout sinistre s'étant produit, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent.

L'Occupant s'oblige à informer la Commune de toute modification significative portant sur son identification. Toute modification pourra faire l'objet d'avenant si nécessaire.

Article 21. Modification de la convention

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chaque Partie, et dans les formes qui auront permis son établissement.

Article 22. Fin de la convention

Résiliation pour faute

Sauf cas de force majeure ou de survenance d'un autre événement exonérateur de responsabilité ou en cas de manquement grave d'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée pour faute par la Partie la plus diligente.

La résiliation doit être précédée d'une mise en demeure, dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la Partie fautive, et restée sans effet à l'expiration d'un délai d'UN (1) mois.

Les conséquences financières de la résiliation sont à la charge de la Partie fautive. L'Occupant est tenu de remettre à la Commune la parcelle de la présente convention. La Partie fautive s'engage à régler, sans délai, les dommages et intérêts à l'autre Partie, en réparation du préjudice subi par cette dernière, et selon état exécutoire, dûment justifié.

Résiliation unilatérale

L'une ou l'autre des Parties peut résilier unilatéralement, de façon anticipée, la présente convention pour un motif d'utilité publique ou d'intérêt général, ou si l'Occupant venait à cesser, pour quelque motif que ce soit, son activité, sans indemnité.

La résiliation doit être précédée d'un préavis, dûment motivé et notifié à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délais d'UN (1) mois si la résiliation est prononcée par la Commune, et dans un délai de TROIS (3) mois si la résiliation est à l'initiative de l'Occupant. En cas d'urgence, notamment pour des raisons d'ordre public, d'hygiène ou de sécurité, le délai d'un mois pourra être réduit à 10 jours.

Lorsqu'il aura reçu la demande de quitter les lieux, l'Occupant devra libérer les lieux à la date indiquée. En cas de non-respect de ces dispositions, il encourra une astreinte de CENT (100) EUROS par jour de retard.

La résiliation ne donne droit à aucune indemnité pour l'une ou l'autre des Parties.

Convention arrivée à son terme

En cas de non délaissement des lieux à la date prévue, il encourra une astreinte de CENT (100) EUROS par jour de retard.

La présente convention ne peut être renouvelée sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

Article 23. Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, il sera systématiquement, avant toute procédure contentieuse, fait appel à une mission de conciliation du Tribunal administratif de Rennes dans le cadre des dispositions de l'article L 211-4 du code de justice administrative.

Si les parties n'arrivent à aucun règlement amiable du litige, celui-ci sera alors du ressort du Tribunal administratif de Rennes.

Article 24. Renseignements pratiques

Les renseignements sur la présente convention ou sur le bien mis à disposition de l'Occupant seront obtenus auprès de la Commune de Vern-sur-Seiche – Service urbanisme – 22 rue de Chateaubriant 35770 VERN-SUR-SEICHE – 02 99 04 82 07 – urbanisme@vernsurseiche.fr

Article 25. Documents contractuels

Les documents contractuels sont les suivants :

- La présente convention
- Annexe 1 : Etat des lieux
- Annexe 2 : Plan détaillé, images du projet initial et recueil des caractéristiques techniques de l'équipement

Fait en deux exemplaires originaux à Vern-sur-Seiche le XX/XX/XXXX

La Commune
Représentée par Stéphane LABBÉ, Le Maire

L'Occupant
Représenté par XXXX